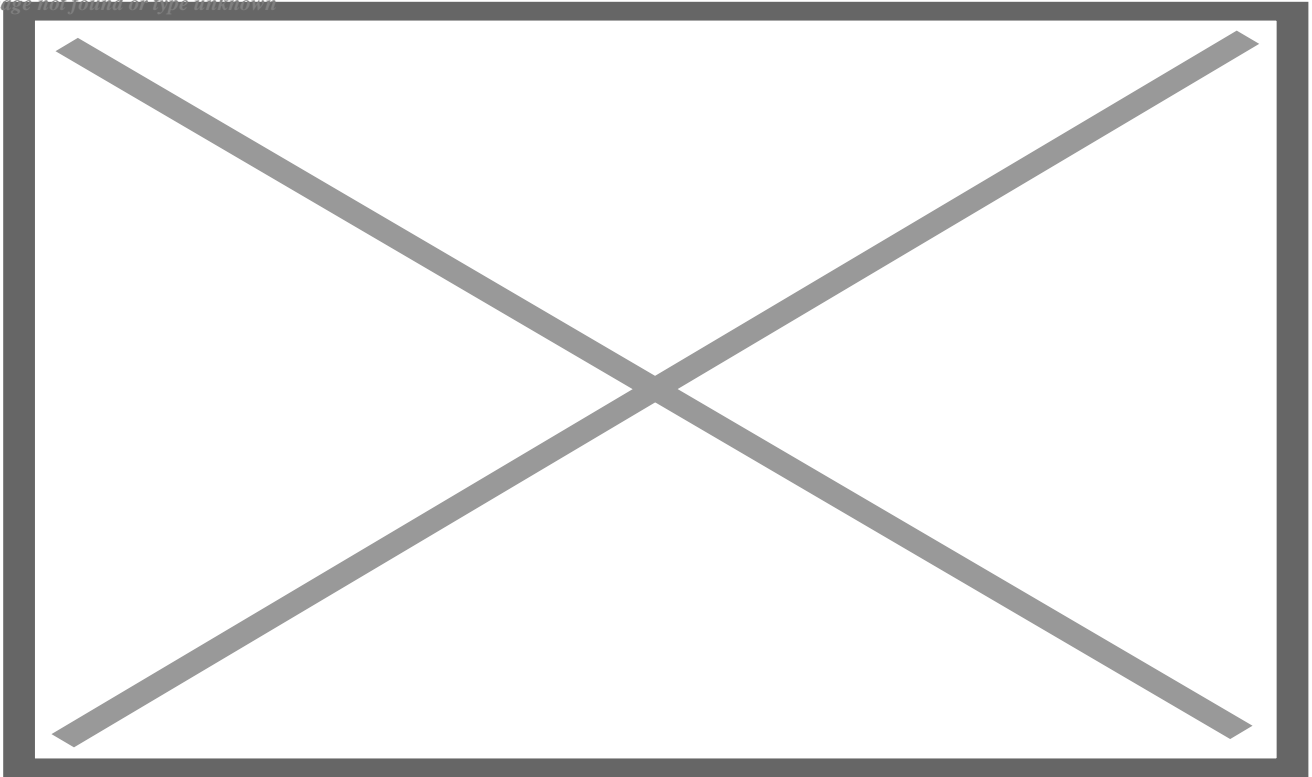


Milei a ignoré les demandes d'une grande partie de la société argentine

Image not found or type unknown



Milei a mis en pratique sa menace d'opposer son veto à la loi sur le financement des universités

par María Josefina Arce

Le président Javier Milei a ignoré les demandes des Argentins en faveur des universités publiques et a mis à exécution sa menace d'opposer son veto à la loi sur le financement des universités, laissant sans protection un secteur essentiel pour l'avenir du pays et qui a perdu 30 % de son budget depuis janvier dernier.

La loi avait été approuvée par le Congrès le 13 septembre et représentait un coût de seulement 0,14 % du produit intérieur brut.

Le veto présidentiel a été adopté quelques heures après que des centaines de milliers d'Argentins ont envahi les rues de Buenos Aires, la capitale, et d'autres villes, pour faire savoir que la gratuité de l'enseignement supérieur est soutenue par une grande partie de la société argentine.

La position du public avait déjà été clairement exprimée plusieurs mois auparavant, lors d'une autre manifestation organisée dans plusieurs régions du pays, qui avait également rassemblé un grand nombre de personnes.

Un rapport de l'université de Buenos Aires a révélé que 91 % des Argentins ne sont pas d'accord avec les ajustements des dépenses de l'État dans des domaines clés tels que l'éducation et la santé.

Cependant, le président continue de s'accrocher à son discours sur l'équilibre fiscal et le déficit zéro, et va une fois de plus à l'encontre de la demande populaire, ce qui, selon les analystes, pourrait lui coûter cher sur le plan politique.

En effet, les derniers sondages montrent que le président a vu diminuer le soutien à son programme économique, ce qui a eu des répercussions négatives sur la vie quotidienne des Argentins.

Les sondages d'opinion révèlent une baisse de plus de 10 points de l'image de Milei entre mai et septembre ; son taux d'approbation se situe actuellement autour de 40 %.

Mais le Congrès a la possibilité constitutionnelle de passer outre le veto du président. Pour ce faire, il doit obtenir le soutien des deux tiers des législateurs présents lors d'une session extraordinaire convoquée pour mercredi.

Pour l'heure, l'opposition s'est donné pour mission d'attirer ces voix, afin de tenter de sauver la loi sur le financement des universités publiques, maillon essentiel du système éducatif argentin.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/367253-milei-a-ignorer-les-demandes-dune-grande-partie-de-la-societe-argentine>



Radio Habana Cuba